

Le Petit Simianais

Dans une démocratie, la fonction la plus importante est celle de citoyen.
Ce qui suppose que celui-ci dispose des moyens d'agir en conscience, dûment informé - R. M. Jennar



Éditorial



par Rosaire Amore

Notre vision de la démocratie ne peut se concevoir qu'avec la participation des citoyens. C'est d'ailleurs le sens du changement de nom de notre association devenue Citoyenneté, Écologie et Solidarité à Simiane. Et lorsque nous soutenons que c'est la seule solution pour redonner à notre village et plus largement au pays un peu d'harmonie et de fraternité, on nous traite facilement de rêveurs.

Alors voyons où sont les rêveurs.

Voyons ce qui se passe actuellement en Europe : prenons l'exemple du traitement de la "crise" grecque. Ce pays plombé par un gouvernement de droite, a maquillé ses comptes, conseillé par l'une des banques responsables de la crise, la société Goldman-Sachs. Ensuite

les banques ont spéculé sur le déficit grec et sa dette. Depuis plusieurs années, on y applique les mêmes recettes, dont on sait qu'elles ne marchent pas. Ce qu'a fait Papandréou n'a servi à rien : il a pillé son pays, saccagé l'économie et démoralisé son peuple. Au bout d'un an, les Grecs sont encore plus endettés qu'au début. Au lieu de dire non le premier jour, il a dit "Pardon, les Grecs sont coupables". Et les instances européennes ont inventé la "Troïka" (UE, FMI et BCE).

Comment fallait-il faire? La loi européenne interdit à la BCE de prêter à la Grèce. Si l'Europe et la BCE avaient pu prêter à la Grèce (à 0%), le « problème grec » aurait alors été "européannisé" plutôt qu'être livré au marché et les bankster de la finance mondiale (prêt actuel à 18%) : les profits pour les banques et la finance, l'austérité pour les peuples. Cela n'est plus tolérable, car il s'agit d'une escroquerie et non pas d'une crise. Ajoutons que le nouveau président de la BCE est Mario Draghi. Qui est-il? C'est l'ex vice-président de Goldman-Sachs, l'institution qui a amené la Grèce à la faillite. Cherchez l'erreur.

Quelles sont les réactions des dirigeants élus et non élus? Au niveau européen, le 23 juin ont été votées les directives du "paquet gouvernance économique". Il s'agit de placer des représentants de la "Troïka" dans nos pays libres, démocratiques et souverains. Ces représentants, non élus, seront présents dans chaque ministère pour

surveiller les dépenses! Donc, les flics du FMI et de la BCE vont surveiller nos politiques. Il sera interdit de faire une autre politique économique que celle décidée par la grande finance et l'oligarchie politique qui la soutient! L'Europe est passée depuis le traité de Lisbonne d'un stade a-démocratique, à un stade autoritaire. Et elle est en train de passer à un stade totalitaire puisque dorénavant les peuples sont contraints (par l'oligarchie financière). Quoi que diront les gens, on appliquera le programme de l'armée d'occupation que représentent les banksters et la Troïka.

On le voit, ce traité (Lisbonne) était bien un piège dont il faut maintenant se libérer, pour enfin construire une Europe des peuples, réellement démocratique.

Démocratie : gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Oligarchie : gouvernement dirigé par un petit groupe de personnes qui forment une classe dominante

L'oligarchie peut être faite des meilleurs (aristocratie), des plus riches (ploutocratie), des Anciens (gérontocratie), ...

Devinette : sous quel régime vivons-nous ?

Dans moins d'un an auront lieu des élections et on peut chercher les alternatives en France. Il est clair qu'elles ne viendront pas du pouvoir actuel. Mais viendraient-elles de l'autre grand parti (la "gauche"

sociale-libérale)? Si la France se trouvait demain dans la situation de la Grèce, imagine-t-on l'un des "grands" candidats aux primaires du PS dire "*je n'agis pas comme Papandréou, ou Zapatero, etc*"? Ou bien "*je ferais payer les riches, et je ne céderais pas au FMI*"?

Nous pensons qu'aucun d'entre eux ne fera ces déclarations. Alors que reste-t-il? L'espoir qu'un mouvement populaire se mette enfin en route pour mettre dehors ces gouvernants incompétents et irresponsables, lorsqu'ils ne sont pas criminels (voir la gestion du nucléaire).

Mais revenons-en à Simiane : là aussi, on nous dit que "*la démocratie participative, ça ne marche pas*", que "*lorsqu'on organise des réunions, les gens ne viennent pas*". Même si l'on peut noter une évolution dans l'attitude de l'équipe municipale actuelle, cela ne nous semble pas suffisant.

Si les gens ne viennent pas c'est qu'ils savent que leur avis ne sert à rien, n'aura aucun effet sur la décision finale. On cite souvent l'exemple du budget participatif de Porto Allegre. Où est la différence qui a fait que là-bas ça a marché? Tout simplement, lorsque les citoyens décidaient, c'étaient leurs décisions qui étaient appliquées. **Il faut donc rendre au moins une partie du pouvoir aux citoyens. Ou bien qu'ils le reprennent !**

Le sommaire est en page 4

Pierre Dac le disait fort justement : « Celui qui dans la vie est parti de zéro pour n'arriver à rien dans l'existence n'a de merci à dire à personne »

C'est donc dans le domaine de la démocratie participative que cette majorité a le plus de mal...

Heureusement comme dans beaucoup d'autres circonstances, la Loi vient en aide aux adeptes de la démocratie représentative. Il a donc été imposé pour l'agenda 21 et le PLU des réunions participatives avec les citoyens de la commune et là miracle (pour eux, mais pas de surprise pour nous!) cela a bien fonctionné.

Nous n'allons pas ici mégoter et dénoncer tel ou tel manquement. Pour une fois ce que nous réclamons depuis toujours (la participation des citoyens) a été utilisé et même bien utilisé.

Mais venons-en à la synthèse du PLU telle que présentée par la société SOGREAH consultants.

■ Aménager Simiane en préservant un environnement de qualité

a/ *Préserver l'environnement de qualité tout en assurant le développement nécessaire aux équilibres sociaux de la commune.*

La verrue de Bédouffe vient contredire cette notion pourtant majoritaire à Simiane.

b/ *Maîtrise de la croissance urbaine et démographique tout en préservant un équilibre entre les classes d'âges.*

L'objectif ici est de voir progresser le nombre d'habitants

d/ *accepter une densification de l'existant en cohérence avec la capacité d'équipement.*

Il est ici envisagé de créer en moyenne 35 logements par an d'habitat collectif. Des zones à urbaniser sont aussi ciblées comme entre autres la zone située entre la maison de retraite et la route de Mimet (fin du Chemin de la Barricade) ou encore la zone située entre la voie de chemin de fer et le lotissement « Le Petit Bosquet ».

e/ *Offrir des alternatives à l'usage de la voiture.*

Plusieurs pistes cyclables sont à prévoir.

f/ *Réorganisation de la circulation automobile.*

Le projet de déviation que Simiane Avec Vous avait proposé au conseil municipal en 2003/2004 et porté par le président de notre association de l'époque, Monsieur Alain Jauffret, retrouve ici tout son sens. Il faudra bien penser à cette fameuse déviation du flux circulaire venant de la route de Mimet. D'autres points noirs ont été aussi ciblés.

■ Développer une économie locale diversifiée

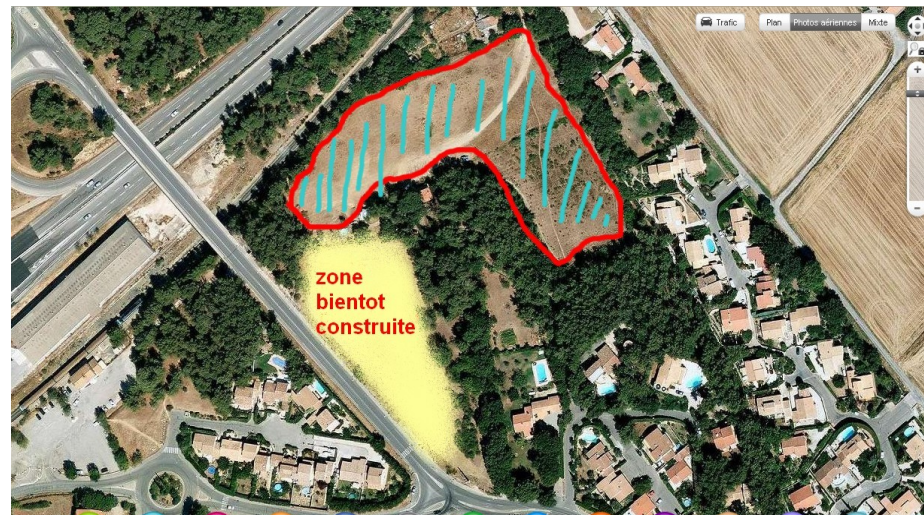
a) *aide au développement des communes et des services notamment dans le centre.*

Ici se tiendra le nœud de la campagne électorale de 2014. Les idées ne manquent pas.

b) *Développer de petites zones d'activités*

La création d'une zone au Safre est déjà dans les tuyaux bien avant que le PLU ne le préconise.

c/ *favoriser une agriculture de proximité*



Extension prévue sortie de Simiane vers La Salle : zone de construction

à + 1500 sur la période 2010 / 2030 e insistant sur la venue de population jeune.

c/ *Développer une offre de logements sociaux et intermédiaires.*

Le logement collectif devant être privilégié au détriment des maisons individuelles avec obligation dans les ZAC pour toute nouvelle construction, de prévoir 50% de logements sociaux. Objectif visé : 20% de logements sociaux à l'horizon 2030.

Dans les zones inondables et non constructibles ... Programmes assez flou en l'état.

■ Renforcer les liens sociaux, activités sportives et vie culturelle

a/ *aménager des lieux et des espaces pour une meilleure animation de la commune.*

Prévision de créer des lieux publics (places et) et renforcement de la qualité des abords des lieux publics.

b/ *favoriser le lien entre les générations dans les choix d'urbanisme et d'aménagement.*

Cet objectif se traduira dans le PLU par des réservations adaptés. Ce sera une bataille de la campagne 2014.

■ Gérer et valoriser durablement les ressources du territoire

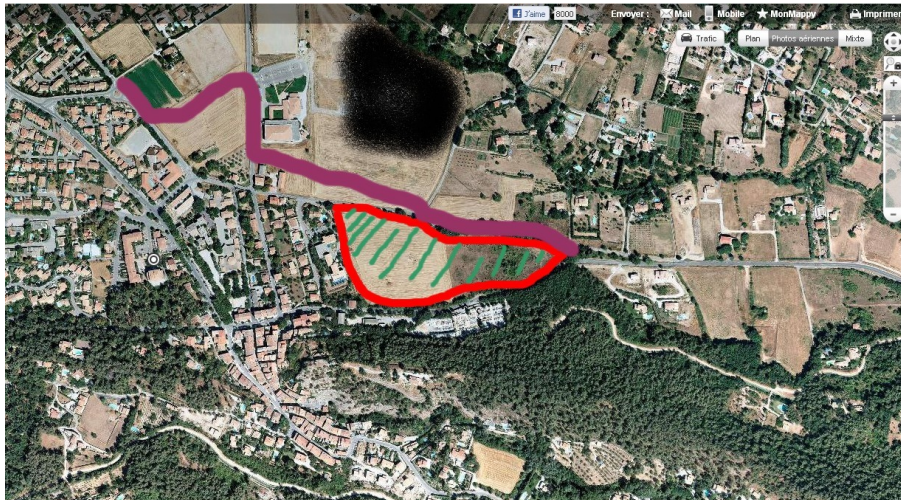
a/ *assurer la préservation de la bio diversité et des ressources naturelles.*

L'intangibilité des espaces naturels affirmée par le projet communal est un élément fort pour la protection des milieux, et de la forêt en premier lieu..... Ici on est aux anti-

podés de la décision de la majorité à dégrader l'environnement dans le quartier de Bédouffe...

b/ *promouvoir une gestion équilibrée de la forêt*

Au-delà de la protection de ces espaces contre l'urbanisation, le projet communal doit fournir les outils de gestion de ces espaces.



Extension prévue : zone entre le cimetière et la plaine

c/ *développer la culture des économies d'énergie et d'eau.*

Le PLU contribuera à cette politique d'économie des ressources en favorisant un habitat plus dense qui limite les déperditions liées aux linéaires de réseaux et à la dispersion du bâti.

d/ *Encourager le développement des énergies renouvelables.*

Les dispositions réglementaires devront favoriser le développement des énergies renouvelables notamment par exploitation du solaire, thermique ou photovoltaïque sur les bâtiments.

Dans ce domaine vos représentants, Magali et Bruno, ont permis la visite dans une petite commune du 04 de l'installation du géothermique pour certains bâtiments communaux.

■ Mieux associer les Simianais aux projets communaux.

On constate que l'équipe municipale partie de très loin (de zéro en terme de concertation) a avancé sur ce point. Nous avons vu en effet apparaître une commission extra-municipale proposée par Sylvie Piquenot, conseillère déléguée à l'environnement afin de continuer à travailler sur la suite de l'élaboration de l'Agenda 21-PLU.

Nous trouvons malgré tout que le compte n'y est pas : les citoyens se retrouvent une fois de plus dans le rôle des "consultés" sans que leurs décisions ne soient appliquées. Les décideurs sont toujours exclusivement les mêmes, accompagnés par les très sérieuses sociétés d'aménagement qui imposent leur vision de la ville en ne tenant compte QUE des doléances de quelques élus initiés.

Nous répétons ici que ce n'est pas notre vision de la participation des citoyens. Tant que ceux-ci ne seront pas invités dans le processus décisionnel,

et que les commissions ne disposeront pas de moyens pour réaliser leurs objectifs, il s'agira de demi-mesures.

■ Conclusion.

Le seul point vraiment positif de cette démarche conjointe Agenda 21-PLU aura été de démontrer à certains sceptiques de la majorité que la démocratie participative n'est pas un serpent de mer qui empêche tout progrès, mais bien une démarche permettant d'élaborer des projets qui auront été en amont proposés, discutés, améliorés et enfin décidés par les citoyens.

En ce qui nous concerne nous pensons que du sang neuf est nécessaire pour pouvoir mener ce projet à terme. C'est pour cela qu'il faut dès maintenant commencer à préparer cet indispensable changement pour 2014.

Les dernières actions du député Richard Mallié

► Gaz de schiste et de charbon.

Lors d'une réunion sur les gaz de schistes et non conventionnels (charbon) organisée avec bruit à Bouc Bel Air le 29 avril 2011 : notre député s'engage solennellement à ce qu'il n'y ait jamais d'exploitation sur notre territoire. La loi de juin 2011 interdit une méthode (la fracturation hydraulique) mais n'abroge pas les permis existants ... Bref, communication rassurante et bruyante, les actes à l'opposé et enfumage des citoyens.

► Loi sur les OGM.

Lors de la même réunion : un citoyen dans le public, connaissant les pratiques de Monsieur Mallié et son souci approximatif pour l'intérêt général (lire notre numéro 34), demande à être rassuré sur son engagement et s'appuie sur l'exemple des OGM. Le député répond qu'il a fait voter avec ses collègues une super loi sur les OGM, qui nous

protège. Le citoyen indique que malgré cette loi, les OGM arrivent toujours dans nos assiettes, même si à 80% la population n'en veut pas.

Le député le prend de haut, essaie d'humilier l'auteur de la question, dont il ne sait rien, en dévalorisant ses propos et en invoquant son manque supposé de culture scientifique. Alors, nous avons vérifié.

La France importe près de 4 millions de tonnes de soja OGM qui se retrouvent dans la chaîne alimentaire via l'élevage (ovins, bovins, etc), sans aucune traçabilité.

En fait, la loi de 2008 a juste permis à ce gouvernement de faire taire les lanceurs d'alerte qui nous permettaient de savoir ce qui se passe, en les criminalisant, et aux députés de se faire mousser en clamant qu'ils ont fait une super loi.

Pour le reste, cette loi scélérate autorise tous les OGM à

la mise en culture et l'industrie agro- alimentaire continue son trafic mortifère avec la bénédiction de l'oligarchie au pouvoir, aidée par ses députés à la botte, contre l'intérêt général et la santé publique.

► Manuels de SVT en première.

Plus récemment Monsieur Mallié membre d'un groupe de 80 députés de la droite populaire(*) se prend à s'occuper d'éducation. Ces charmants garçons entrent en guerre contre les nouveaux manuels scolaires de Science et Vie de la Terre (SVT) des classes de première. Dans une lettre au

ministre de l'éducation nationale, ils leur reprochent de faire référence à «*la théorie du genre sexuel*». Une théorie, selon eux, «*philosophique et sociologique (mais) qui n'est pas scientifique*». Cette théorie fait en fait l'objet de travaux scientifiques pluridisciplinaires depuis les années 1950. Nos députés, brillants scientifiques, ne le savaient sans doute pas. Ils ne savaient pas non plus qu'il ne leur appartient pas de juger de la "scientificité" des objets, des méthodes ou des théories.

De quoi s'agit-il ? Un des objets d'étude au programme de première est intitulé : «*Devenir homme ou femme*». Selon le Bulletin officiel du 30 septembre 2010, «*ce thème vise à fournir à l'élève des connaissances scientifiques clairement établies, qui ne laissent de place ni aux informations erronées sur le fonctionnement de son corps ni aux préjugés. [...]*».

Les manuels scolaires appellent à distinguer clairement d'un côté «l'identité sexuelle et les rôles sexuels», soit le sexe et le genre, et de l'autre «l'orientation sexuelle», soit la sexualité.

On y trouve donc, en termes accessibles, non seulement les développements habituels sur la reproduction, mais aussi des éléments sur la sexualité non reproductive (y compris l'homosexualité), et surtout un état des savoirs

sur l'identité sexuelle, dans un chapitre dont l'intitulé («Devenir homme ou femme») fait clairement écho à Simone de Beauvoir («On ne naît pas femme, on le devient.»). Le concept de genre peut ainsi permettre de décrire le système de pouvoir attendant aux catégories de sexe.

En fait, nos députés relaient l'émoi des associations catholiques conservatrices sur un sujet dont on sait comme elles sont bien placées pour éclairer les populations (!). Il s'agit d'une **ingérence religieuse dans l'en-**

En savoir plus sur ce sujet :

Une pétition : <http://www.lapetition.be/en-ligne/Enseigner-le-genre-contre-une-censure-archaïque-10048.html>

Deux articles : <http://www.projets-citoyens.fr/node/2945>

Et <http://blogs.mediapart.fr/blog/eric-fassin/170911/genre-et-svt-contre-un-savoir-partisan-le-parti-du-savoir>

seignement, tout simplement scandaleuse en pays laïque. Ils relaient aussi l'homophobie d'un autre siècle exprimée sans gêne par les amis politiques de Monsieur Mallié (Messieurs Vanneste et consorts).

Il faut maintenant que ces messieurs sachent que nous en avons assez de leurs conceptions anti-scientifiques qui s'autorisent du «bon sens», pour imposer leur ordre rétrograde.

On se demande si en cherchant à éviter de réfléchir avec l'appui scientifique des professeurs à ces problématiques, Monsieur Mallié ne préférerait pas plutôt que le sujet ne soit traité par la télévision de Monsieur Bouygues ... ou par Skyrock?

(*) Ce groupe UMP très proche du Front National par les idées, voudrait récupérer ses voix. Lu dans l'hebdomadaire Marianne : ils jouent le rôle d' "idiots utiles" pour Sarkozy et sa bande, qui disent ce que le patron pense mais ne peut pas dire tout haut.

Sommaire

Plan Local d'Urbanisme (PLU)	Page 2
Les dernières actions du député Richard Mallié	Page 3
L'histoire de Toto	Page 4
Tralalère, la fête des tout-petits	Page 5
Gaz de houille : où en sommes-nous ?	Page 6

Une histoire de Toto

- *Toto, tu peux descendre les poubelles, s'il te plaît?*
- *Oui, maman, lesquelles?*
- *Le seau du compost, la poubelle normale et celle du recyclage. Ne prends pas le verre, je le déposerai moi-même en partant travailler.*

Toto va d'abord vider le seau dans le composteur au fond du jardin, va jeter les déchets triés dans la poubelle jaune, et enfin il envoie le sac des ordures non recyclables dans le container.

De retour à la maison :

- *Qu'est-ce que tu as? Tu as l'air tout triste...*
- *Non, juste je réfléchis... il y a des choses que je comprends pas.*
- *Je peux t'aider?*
- *Tu vois, à côté des poubelles, il y avait un vieux matelas, des chaises cassées et un barbecue tout rouillé. Et dans la poubelle jaune du recyclage, quelqu'un avait coincé un carton rempli de bouteilles en verre.*

Pourtant, tout le monde sait comment il faut trier les déchets, et aussi qu'il y a une déchèterie pas loin! Depuis le CP on nous le dit, au collège on nous fait trier les déchets de notre plateau à la cantine, et ils ont même installé un composteur.

► *Bien sûr, mais beaucoup de gens ne font pas d'efforts, même s'ils sont au courant des bons gestes.*

► *Non, c'est pas ça. On entend de tous les côtés ce qui est bien, ce qui n'est pas bien, ce qu'il faut faire et ne pas faire, pour respecter les autres, l'environnement, tout le monde le sait. Mais après, c'est pas appliqué. Les adultes sont tout juste bons à parler, mais ils font pas ce qu'ils disent!*

► *Dis donc, tu es bien pessimiste, à ton âge! Tu vois bien que ce que papa et moi te disons de faire, nous le faisons aussi.*

► *Vous oui, mais y en a pas beaucoup et ça m'énerve!*

► *Eh bien, pour te calmer, viens donc à la fête demain. Tu sais, quand j'amenais ta petite soeur à des ateliers le samedi quand tu étais au foot, c'était pour préparer cette fête pour les enfants. Elle a aidé à faire des décorations, des maisons en cartons, des jeux, tout ça avec des matériaux récupérés. Les personnes qui ont organisé cette fête, eux, ne sont pas que bons à parler, comme tu dis: ils agissent. Tralalalalère!!!*

► *Qu'est-ce qui te prend?*

► *Cette fête, elle s'appelle « Tralalère ». Oui, quand tu entends parler de solidarité, d'écologie, de vivre ensemble en se respectant, ce ne sont pas que des mots, des personnes savent les mettre en pratique. Viens avec nous à la fête, tu verras!*

Le lendemain, Toto se rend à la fête avec sa maman et sa soeur Lili, dans le parc de la mairie. Dès leur arrivée, ils sont séduits par l'ambiance feutrée qui y règne, malgré le nombre de visiteurs, à partir de 0 an! Ici pour les petits, un manège qui tourne grâce à une « cycliste » qui assure le fond musical avec son accordéon, là un atelier de jardinage où chacun repique sa salade, plus loin un atelier contes où les enfants émerveillés suivent l'histoire sur un grand livre, ... une véritable ruche où chacun peut être spectateur ou acteur, dans une ambiance de couleurs, de partage, où l'on prend son temps. Lili, d'habitude réservée et dans les jupes de maman, a aussi laissé Toto et passe d'une activité à l'autre comme dans un rêve. Tiens, la voici qui fait de la musique sur un drôle d'instrument fabriqué avec toutes sortes d'objets de récupération auxquels l'imagination a donné une deuxième vie. Et puis la voilà qui réapparaît avec un chapeau tout drôle qu'elle a fabriqué à partir d'un sac en papier kraft de la cantine!

Plus tard :

► *Maman, j'ai faim!*

► *Viens avec moi, Lili, répond Toto, j'ai repéré une table où on peut manger du taboulé et des saucisses bio. J'ai compris pourquoi maman a apporté des assiettes et des couverts, ici il n'y a pas de vaisselle en plastique. Moins de déchets!*

► *Et pour boire?*

► *Mince, maman a oublié de prendre nos gobelets.*

► *Toi aussi, Toto, tu as oublié, réplique maman. Ce n'est pas grave, il y a des gobelets qu'on peut emprunter.*

► *Pas jetables, ils seront lavés et réutilisés, clame Toto. Et tu as vu? Pour les déchets, il y a même les différentes poubelles de recyclage. J'avais jamais vu ça dans une fête! Au fait, maman, combien tu as payé pour l'entrée?*

► *Ben rien, en plus c'est sympa, l'entrée est gratuite, comme ça tout le monde peut participer!*

■ **Tralalère, la fête des enfants, en quelques chiffres:**

1200 participants (un bon tiers de Simianais, sinon des gens venus de tout le territoire des BdR et parfois plus loin : Toulon, Arles...)

une centaine d'animateurs professionnels et bénévoles

20 ateliers d'activités différents

2 spectacles

Produits bios et locaux : 250 litres de jus de fruits, 200 saucisses bios, 60 baguettes et 15 gros pains, 500 crêpes

L'association **Kafoutch'** en est l'organisatrice et réédite la fête des enfants l'année prochaine, le samedi 2 juin 2012.

Un rendez-vous à ne pas manquer!

Exploration du gaz de houille : où en sommes-nous ?

Grâce aux quatre-vingts collectifs anti-gaz de schiste, la France entière s'est mobilisée pour alerter et informer les citoyens.

En PACA, le vendredi 11 mars, à la réunion du conseil de la communauté du pays d'Aix (CPA), les élus des différentes communes ont tous voté une motion pour réclamer un moratoire sur les forages dans la région, soit la suspension du permis de prospection du bassin de Gardanne attribué en 2007 puis renouvelé en 2010 et que plus aucun permis ne soit délivré préalablement à l'ouverture d'un débat public. Chacune des communes participant à la CPA (au nombre de 34) devait à leur tour voter la motion en conseil municipal.

Malheureusement peu l'ont fait ! Seules Simiane, Bouc Bel Air, Vitrolles...l'ont votée.

Mais les jours passant, les discours ont changé, même à Simiane, certains élus de la majorité municipale commencent à parler d'attendre une exploitation "propre"... Mais quelle que soit la technique :

- sur nos routes déjà surchargées, il faudra ajouter la circulation de milliers de camions supplémentaires.
- Il y aura toujours des puits de forage le long desquels par accident remontera le grisou, gaz au moins de 20 fois plus à effet de serre que le CO2 entraînant pollution de l'air et de l'eau.

Beaucoup d'élus locaux ont la réaction des députés et des sénateurs, un pas en avant (moratoire), un pas ou deux en arrière (exploitation mais sans fracturation hydraulique ou juste à des fins scientifiques). La proposition de loi a été adoptée le 21 juin à l'Assemblée nationale par l'UMP, les sénateurs la voteront le 30 juin, avant une promulgation prévue courant juillet.

Or l'exploration par fracturation hydraulique est 5 fois

plus rentable que toute autre exploration ! Les compagnies pétrolières, comme EGL (Européen Gaz Limited détenue par le canadien Desmarais et le belge Albert Frère figurent parmi les plus gros actionnaires de TOTAL et de GDF-Suez) qui détient le permis de Gardanne, ne sont là que pour des opérations qui leur seront très rentables, soit en exploitant, soit en revendant leur permis au plus offrant.

S'inquiétant des nombreuses failles juridiques sur la proposition de loi, des élus de l'opposition ont décidé de saisir le Conseil constitutionnel sur ce texte qui ne donne aucune définition précise de la fracturation hydraulique. Ils craignent que les industriels du secteur profitent d'un texte mal rédigé pour réussir finalement à exploiter les permis d'exploration qui leur ont été accordés dans le sud-est de la France. L'avis du Conseil constitutionnel devrait être rendu d'ici la fin 2011.

Les collectifs restent mobilisés. Prenez connaissance de leurs actions sur "<http://cvgg.over-blog.com>" .

Pour diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre, il ne faut pas exploiter les gaz non conventionnels, générateurs de CO2 comme les autres combustibles fossiles, mais développer les énergies maîtrisées non fossiles et renouvelables comme le photovoltaïque, l'éolien et chercher à faire toujours plus d'économies d'énergie.

Voyez l'exemple de la centrale photovoltaïque de Puy-loubier, située dans une ancienne carrière d'argile, mise en service fin 2010, elle aura une capacité de production de 6,5MW, soit la consommation d'un village de plus de 4 000 habitants, alors que les puylobieriens ne sont que la moitié.

Des alternatives énergétiques existent : à nous de choisir !

Cf <http://www.laprovence.com/article/economie-a-la-une/gaz-de-schiste-la-mobilisation-ne-faiblit-pas-en-pays-daix>

L'indépendance a un prix

Ce journal est édité de façon entièrement bénévole, mais il a un coût. Il est totalement indépendant car exempt de publicité.

Vous pensez que notre revue et notre travail d'information citoyenne sont utiles ? Vous avez envie de donner un coup de main ? Un coup de main cela peut se limiter à une simple adhésion : n'hésitez pas, adhérez ! Et si vous avez un peu de temps pour vous intéresser à la gestion de notre commune, rejoignez-nous !

Notre assemblée générale 2011 aura lieu

le mercredi 12 octobre, à 20h

Salle de réunion de la rue Lambert (ancienne école)

Contact : CESS – 7 Grand rue - 13109, Simiane Collongue

Rosaire Amore : 06 98 12 73 67

Martine Muller : 04 42 22 66 24